

TITRE: LA « BIENVEILLANCE » DU SÉMINAIRE DE QUÉBEC ENVERS LES HABITANTS DE SA SEIGNEURIE DE BEAUPRÉ? : DE 1664 À NOS JOURS

AUTEUR: RAPHAËL BERGERON-GAUTHIER, UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

PUBLICATION: LE RÉGIME SEIGNEURIAL AU QUÉBEC : FRAGMENTS D'HISTOIRE ET DE MÉMOIRE

PAGES: 147 - 170

DIRECTION : BENOÎT GRENIER AVEC LA COLLABORATION D'ALAIN LABERGE ET DE STÉPHANIE LANTHIER

ISBN: 978-2-7622-0361-5

URI: [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/16423](http://hdl.handle.net/11143/16423)

DOI: [HTTPS://DOI.ORG/10.17118/11143/16423](https://doi.org/10.17118/11143/16423)

LA « BIENVEILLANCE » DU SÉMINAIRE DE QUÉBEC ENVERS LES HABITANTS DE SA SEIGNEURIE DE BEAUPRÉ? : DE 1664 À NOS JOURS

Raphaël Bergeron-Gauthier, candidat à la maîtrise en histoire,
Université de Sherbrooke.

La seigneurie de Beaupré et ses seigneurs

Le 15 janvier 1636, la Compagnie de la Nouvelle-France, connue sous le nom de Compagnie des Cent-Associés, distribue un imposant lot de terres, soit les seigneuries de Beaupré et de l'île d'Orléans, à la Compagnie de Beaupré : une société composée de huit actionnaires dont six sont membres des Cent-Associés¹. En ce qui concerne Beaupré, seigneurie présente dans les limites territoriales de la juridiction du gouvernement de Québec, sa façade suit l'hydrographie du Saint-Laurent. Elle s'étend sur 15 lieues² de front, au nord du Fleuve, par 6 lieues de profondeur³. Son territoire est composé de terres forestières non défrichées, « allant d'une forêt mixte à tendance résineuse à une forêt de feuillus⁴ », qui sont en majeure partie montagneuses, notamment au Nord. De plus, ces terres qui s'étendent de « la borne du côté du sud-ouest du fief de Beauport [rivière Montmorency] jusqu'à la rivière du Gouffre [à Baie St-Paul]⁵ », regroupent de nombreux lacs. En termes de concessions de seigneuries dans la vallée laurentienne, Beaupré est l'une des plus imposantes en superficie.

1. Marc Vallières et al, *Histoire du Québec et de sa région : tome 1. Des origines à 1791*, Québec, presses de l'université Laval, 2008, p. 548.

2. Une lieue, qui équivaut approximativement à 5 kilomètres, est une unité de mesure ancienne.

3. Benoît Grenier, « Le patrimoine seigneurial du Séminaire de Québec ou l'héritage matériel de François de Laval », dans Étienne Berthold, dir., *Le patrimoine des communautés religieuses. Empreintes et Approches*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2018, p. 32.

4. *Ibid.*, p. 40.

5. Jacques Mathieu et Laberge Alain, dir., *L'occupation des terres dans la vallée du Saint-Laurent : les aveux et dénominations, 1723-1745*, Sillery, Québec, Septentrion et Centre de recherche Lionel-Groulx, 1991, p. 89.

Progressivement et en dépit de leur absentéisme, les seigneurs et actionnaires de la compagnie de Beupré entament le processus de colonisation. En avril 1646, soit une décennie après l'acquisition de ce vaste territoire, les premières concessions de terres sont effectuées par la compagnie qui, au final, administrera ce fief pendant trois décennies⁶. Au cours de ces années, les premiers jalons d'une économie agricole, centrés sur la production de blé⁷, parviennent à se mettre en place dans la seigneurie, et ce, malgré les fréquentes incursions iroquoises dans la région. En août 1664, Mgr François de Laval, premier évêque de Nouvelle-France, réussit à réunir six des huit parts disponibles de la seigneurie. Les deux dernières deviennent siennes en février 1668⁸. Grâce à un prêt monétaire consenti par Charles Aubert de La Chesnaye, un homme d'affaires omniprésent dans la colonie, Mgr de Laval a été en mesure d'acquérir la propriété complète de la seigneurie de Beupré pour un total 10 680 livres tournois⁹. Au moment où il avait entamé le processus de rachat des parts, dès 1662, il effectuait parallèlement des démarches pour construire un Séminaire¹⁰. Ainsi, l'intention derrière l'acquisition de ses fiefs par l'évêque de Pétrée consistait notamment à assurer le soutien futur de son institution, qu'il soit à des fins monétaires ou agraires. Qui plus est, étant l'une des plus anciennes seigneuries de la colonie, la démographie s'avérait être une ressource considérable. De fait, le recensement de 1667 indique que 646 habitants¹¹ résidaient déjà à Beupré et que 225 terres auraient fait l'objet d'une concession¹². Ce qui, à cette époque et en comparaison aux autres seigneuries de la vallée laurentienne, constituait un développement bien entamé ainsi qu'une proportion démographique importante dans le territoire sous la juridiction du gouvernement de Québec. D'ailleurs, Alain Laberge a démontré que les censives distribuées à Beupré ainsi qu'à l'île d'Orléans représentaient 17.8% de l'ensemble des censives du gouvernement de Québec vers 1725¹³, ce qui représente une proportion non-négligeable.

Enfin, après avoir obtenu l'approbation de la Cour, Mgr de Laval rendit un mandement pour l'établissement du Séminaire épiscopal. En avril 1663, l'évêque reçoit de Louis XIV ses lettres patentes qui approuvent l'établissement de cette institution en Nouvelle-France¹⁴. Le Séminaire de Québec sera le seul établissement de formation de prêtres et donc, la seule source du clergé séculier du Canada jusqu'en 1840, moment où le Grand Séminaire de Montréal est fondé. François de Laval sera le seigneur, absent également, de la seigneurie

6. Raymond Gariépy, *Les seigneuries de Beupré et de l'île d'Orléans dans leurs débuts*, Québec, société historique de Québec, 1974, p. 22.

7. Richard C. Harris et Dechêne Louise, dir., *Atlas historique du Canada. Vol. I : Des origines à 1800*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1987, PLANCHE 53.

8. Gariépy, *Les seigneuries de Beupré et de l'île d'Orléans*, p. 63.

9. *Ibid.*, p. 63.

10. *Ibid.*, p. 52.

11. *Ibid.*, p. 196.

12. *Ibid.*, p. 112.

13. Alain Laberge, *Portraits de campagnes : la formation d'un monde rural laurentien au XVIII^e siècle*, p. 136.

14. Émile Bégin, *François de Laval*, Québec, Presses de l'université Laval, 1959, p. 44.

de Beupré jusqu'en 1685, année où il démissionne de son poste d'évêque¹⁵. Moment qui correspond également à la prise des responsabilités seigneuriales du fief de Beupré ainsi que de toutes les autres¹⁶ sous possession de François de Laval par le Séminaire de Québec. C'est grâce à la donation de Mgr de Laval que Beupré devient une seigneurie institutionnelle. D'ailleurs, l'entière du fief n'aura aucun autre propriétaire que le Séminaire jusqu'à l'abolition du régime seigneurial en 1854, voire jusqu'à nos jours. Dès l'acquisition de cette seigneurie, l'institution aurait, selon les dires de Noël Baillargeon, « entouré de ses soins » la population de Beupré en construisant à ses frais de nombreux moulins, les premières églises, qui deviendront le cœur des paroisses, ainsi que les premières écoles¹⁷.

Qui plus est, Beupré s'avère un excellent exemple en Nouvelle-France quant à l'application de la justice seigneuriale. À partir des années 1660, la seigneurie disposait de cours locales¹⁸ avec un juge, aussi appelé prévôt ou bailli, un procureur fiscal, un huissier ainsi qu'un greffier, également appelé sergent¹⁹. La justice seigneuriale de Beupré est établie dans les premiers soubresauts de la colonisation de la vallée laurentienne et elle fait également partie des plus anciennes de la colonie qui soit encore en activité à la fin du régime français²⁰. Son établissement hâtif lui a permis de bien s'enraciner dans les coutumes locales et de mettre en place un réel champ social semi-autonome²¹. Malgré cela, la justice seigneuriale est immédiatement abolie par les autorités britanniques suite à la conquête et elle ne renaîtra jamais. De fait, dès 1760, le gouvernement de James Murray va adopter des mesures qui auront pour effet de mettre un terme aux opérations de la justice seigneuriale de l'endroit au profit des tribunaux britanniques²². Toutefois, le désir des Anglais de maintenir les autorités traditionnelles a engendré une forme de conciliation envers celles-ci. Certes, le Séminaire de Québec devra rompre les liens avec les maisons parisiennes auxquelles il était déjà affilié, mais l'institution garde la pleine possession de ses seigneuries et continue la gestion de ces dernières, incluant Beupré²³. De plus, ce qui caractérise fortement la seigneurie de Beupré depuis M^{gr} de Laval, c'est qu'elle est restée sous la propriété d'une seule entité institutionnelle et qu'elle ne s'est pas morcelée au gré des générations comme ce fut le cas pour plusieurs seigneuries laïques. Ainsi, l'héritage de François de Laval est resté intact jusqu'à l'abolition de 1854 et même jusqu'à nos jours.

15. Noël Baillargeon, *Le séminaire de Québec de 1685 à 1760*, Québec, presses de l'Université Laval, 1977, p. 4.

16. Île Jésus, Île-aux-Coudres et la Petite-Nation.

17. Baillargeon, *Le séminaire de Québec sous l'épiscopat de Mgr de Laval*, p. 203.

18. André Lafontaine, *Les baillages de Beupré et de l'Île d'Orléans*, Sherbrooke, A. Lafontaine, 1987, p. XIII.

19. Gariépy, *Les seigneuries de Beupré et de l'Île d'Orléans*, p. 89.

20. Benoît Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, Montréal, Boréal, 2012, p. 85.

21. Jean-Philippe Garneau, « La justice des seigneurs de la Côte-de-Beupré », *Cap-aux-Diamants*, n°106, été 2011, p. 528.

22. *Ibid.*, p. 531.

23. *Ibid.*, p. 162.

L'objectif de la présente étude est d'établir la perception, orientée sur l'idée de la « bienveillance » des seigneurs du Séminaire de Québec, que les membres actuels de l'institution, dans ce cas-ci l'ancien procureur et actuel supérieur général, Jacques Roberge, éprouvent envers l'abolition et les persistances du régime seigneurial. L'historien travaille très couramment avec des sources manuscrites puisqu'elles sont, d'une part, les seuls vestiges d'un passé révolu et d'autre part, parce que nous ne pouvons pas communiquer avec les témoins de l'époque. En ce qui nous concerne, nous disposons d'une source orale résultant de l'abou-tissement de la mémoire du Séminaire de Québec, soit l'entretien du chanoine réalisé au séminaire de Québec le 19 février 2015. Celle-ci nous permettra d'étoffer notre réflexion sur les mémoires et les persistances du régime seigneurial. À partir de ce témoignage, nous tenterons de répondre à la question suivante : l'abolition de 1854 a-t-elle été porteuse d'une rupture ou d'une continuité équivalente quant à la « bienveillance » du Séminaire envers la population et le territoire de la côte de Beaupré?

Historiographie

L'axe initial de réflexion sera orienté autour des études de Noël Baillargeon sur le Séminaire de Québec. En consultant l'ensemble de ses quatre tomes, un constat ressort : l'historien, lui-même membre agrégé de la communauté des prêtres du Séminaire, adhère à l'idée d'une bienveillance des seigneurs de l'institution envers, notamment ses censitaires, mais également le développement économique de la région de la Côte-de-Beaupré. De toute évidence, ce dernier défend la thèse selon laquelle l'héritage de François de Laval serait tombé entre des mains soucieuses du bon développement de ce patrimoine. Cette vision épouse celle de l'historiographie traditionnelle : un courant qui idéalise le régime seigneurial canadien en propageant l'idée d'un régime « épuré » de tous ces éléments négatifs qui n'aurait occasionné, contrairement à ses homologues européens, aucun fardeau pour les censitaires de la colonie. Il s'agit donc d'une perception de « seigneur bienfaiteur » qui s'arrime avec celle mise de l'avant par Philippe-Aubert de Gaspé dans son œuvre *Les Anciens Canadiens*. Dans la deuxième moitié du XX^e siècle, cette vision s'est heurtée à plusieurs études, imprégnées d'un courant idéologique marxiste wébérien, dont celles de Mario Lancelette²⁴, de Sylvie Dépatie²⁵, de Louise Dechêne²⁶ et de Christian Dessureault²⁷. Ces études avaient pour objectifs d'offrir un témoignage autre que celui proposé par l'historiographie traditionnelle. Toutefois, il est nécessaire de nuancer entre ces deux interprétations historiques, qui ne sont pas exclusives précisons-le. Quant aux persistances et à la mémoire du régime seigneurial, l'historien Benoît Grenier, qui étudie actuellement ces deux aspects, a démontré à plusieurs occasions l'existence d'une certaine pérennité seigneuriale au Québec. Par conséquent, le

24. Mario Lalancette, « La seigneurie de l'Île-aux-Coudres au XVIII^e siècle » dans Sylvie Dépatie, Christian Dessureault et Mario Lalancette, *Contributions à l'étude du régime seigneurial canadien*, Montréal, Hurtubise, HMH, 1987, p. 85-151.

25. Sylvie Dépatie, « La seigneurie de l'Île-Jésus au XVIII^e siècle » dans Sylvie Dépatie et al, *Contributions à l'étude du régime seigneurial canadien*, p. 7-83.

26. Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle*, Montréal, Boréal, 1988 [1974], 532 p.

27. Christian Dessureault, « La seigneurie du Lac-des-Deux-Montagnes » dans Sylvie Dépatie et al, *Contributions à l'étude du régime seigneurial canadien*, p. 153-267.

Séminaire pourrait très bien, encore aujourd'hui, s'inscrire dans cette continuité issue de cette institution d'Ancien régime.

D'entrée de jeu, nous considérons qu'il n'y a pas de rupture déterminante quant à l'apport du Séminaire de Québec dans le développement social et économique de la région de la Côte-de-Beaupré suite à l'abolition du régime seigneurial en 1854 ce qui témoignerait d'une persistance des pratiques de « bienveillances », qui doivent tout de même être nuancées, présentes depuis l'acquisition du fief de Beaupré par l'institution jusqu'à nos jours. Actuellement, le Séminaire de Québec possède des clubs de chasse et pêche, des clubs de motoneiges ainsi que des sentiers de marches et de ski de fond. Qui plus est, l'institution contribuerait toujours au développement économique de la région en investissant dans trois volets économiques, soit dans l'industrie forestière, les loisirs et le développement éolien, ainsi qu'en créant des centaines d'emplois au cours de la saison estivale.

La période seigneuriale : l'idée de la bienveillance

Capacité financière du Séminaire de Québec

En consultant les études de Noël Baillargeon sur le Séminaire de Québec, plusieurs constats ressortent. L'appartenance de ce dernier envers l'institution est teintée dans les interprétations et les conclusions qu'il met de l'avant. Ces études, néanmoins caractérisées par une rigueur scientifique, témoignent d'une certaine subjectivité ayant, volontairement ou non, contribué à embellir l'image séculaire du Séminaire. D'entrée de jeu dans son premier tome, après avoir mis en évidence les qualités d'entrepreneur et de visionnaire de M^{gr} François Montmorency de Laval, Baillargeon louange le Séminaire en affirmant que l'institution à « entouré de ses soins » la population de Beaupré en construisant à ses frais de nombreux moulins, les premières églises ainsi que les premières écoles²⁸. L'historien défend l'idée selon laquelle les seigneurs du Séminaire se dotaient d'une mission de bienveillance face à leurs censitaires, mais également face à leurs fidèles franco-catholiques. Ce bon-vouloir se traduirait donc par une redistribution dans la société de la Côte-de-Beaupré. Établissons d'abord la situation financière du Séminaire afin de voir s'ils étaient en mesure ou non de redistribuer dans la société et si c'est le cas, voir sous quelles intentions effectuaient-ils cette redistribution.

Alors que les revenus du curé dépendent de la dîme, ceux des institutions religieuses dépendent principalement de la ou des seigneuries qu'elles possèdent²⁹. Alain Laberge précise que « les seigneurs qui pourront profiter des plus gros revenus provenant des redevances foncières sont les institutions ecclésiastiques et la noblesse disposant d'ensembles

28. Baillargeon, *Le séminaire de Québec sous l'épiscopat de Mgr de Laval*, p. 203.

29. Fernand Ouellet, « Propriété seigneuriale et groupe sociaux dans la vallée du Saint-Laurent (1663-1840) », *Revue de l'Université d'Ottawa*, vol. 47, n° 1, 1977, p. 194.

seigneuriaux³⁰ ». Dans le cas du Séminaire de Québec, l'institution dispose évidemment de plusieurs fiefs : Beupré certes, mais également l'île-Jésus, échangée contre l'île d'Orléans en 1675 par Mgr de Laval³¹, l'île-aux-Coudres ainsi que la Petite-Nation³². Comme le précise Fernand Ouellet, les domaines ecclésiastiques sont très peu fréquemment aliénés par la vente et ils ne sont que rarement soumis aux tribulations qui affectent les patrimoines laïques tels que le morcellement à la mort du père ou la liquidation en cas d'endettement³³. De telle sorte que cela représente un avantage considérable pour les institutions puisque les charges financières qui pèsent sur les censitaires bénéficient à une seule et même autorité³⁴. La propriété foncière ecclésiastique serait donc un domaine qui, globalement, aurait tendance à s'accroître. D'ailleurs, Laberge insiste dans *Portraits de campagnes* sur le caractère lucratif des domaines seigneuriaux sous possessions ecclésiastiques. Ainsi, considérant les imposantes propriétés du Séminaire, il va de soi que les revenus de cette institution vont en ce sens à mesure que l'augmentation démographique se déverse sur la vallée laurentienne. À titre d'exemple, seulement pour les domaines de la Grande Ferme et de la Petite ferme dans la seigneurie de Beupré en 1718, le Séminaire récolte une somme totale de 27 533 livres françaises³⁵. Soixante-douze ans plus tard, en 1790, l'institution cumule des revenus, toutes catégories confondues, de 39 281 livres françaises. Puis, en 1818, les prêtres du Séminaire totalisent des revenus de 127 898 livres françaises³⁶. Cette somme représente une augmentation de 326 % par rapport à 1790. Si bien que l'augmentation croissante des revenus du Séminaire ainsi que l'importance de ceux-ci, année après année, ne sont pas à négliger. De telle sorte que nous ne pouvons pas infirmer les possibilités financières du Séminaire à redistribuer dans le territoire de la Côte-de-Beupré. Dans l'article de Fernand Ouellet, « Propriété seigneuriale et groupes sociaux dans la vallée du Saint-Laurent (1663-1840) », les revenus des seigneuries du Séminaire de Québec de 1788 à 1843 sont indiqués et témoignent parfaitement de cette affirmation. Ce sont d'imposantes rentrées d'argents que reçoit l'institution annuellement.

Maintenant que nous connaissons les capacités de redistribution du Séminaire, il importe d'approfondir notre réflexion afin de savoir avec quelles intentions les seigneurs effectuaient cette répartition. Noël Baillargeon mentionne fièrement que le Séminaire de Québec « mit à sa disposition les prêtres les plus zélés, construisit à ses frais les moulins, la plupart de ses premières Églises et se préoccupa avec une inlassable sollicitude de l'éducation de

30. Laberge, *Portraits de campagnes*, p.120.

31. BAnQ-Québec, E39, S100, SS2, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, seigneurie de l'île-Jésus.

32. Le séminaire possèdera la seigneurie de la Petite-Nation de 1680 à 1801, année correspondant à la prise de possession de la seigneurie par Joseph Papineau, père de Louis-Joseph Papineau

33. Ouellet, « Propriété seigneuriale et groupe sociaux... », p. 195.

34. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p.117.

35. Richard Colebrook-Harris, *The Seigneurial System in Early Canada: A Geographical Study*, Montréal et Kingston, McGill's-Queen's university press, 1984, p. 84.

36. Ouellet, « Propriété seigneuriale et groupe sociaux... », p. 195.

ses enfants³⁷ ». Hors contexte, ces contributions semblent en effet témoigner d'une forme de bonne volonté de l'institution envers ses censitaires. Ce qu'il faut savoir c'est qu'à cette époque en Nouvelle-France, les seigneurs ne sont pas sans devoirs envers leurs censitaires. L'un de ceux-ci implique la construction et l'entretien d'un moulin à blé³⁸. L'objectif étant bien sûr que les habitants de la seigneurie puissent avoir accès à un endroit où ils peuvent faire moudre leur farine et ainsi, subvenir à leurs besoins alimentaires tout en apportant des revenus aux seigneurs. En ce qui concerne la construction de moulins, nous ne pouvons pas affirmer unilatéralement qu'il s'agit de bienveillance puisque c'était, en théorie, une obligation seigneuriale. Certes, certains seigneurs laïques tels que les Couillard dans leur seigneurie de la Rivière du Sud ont négligé cet aspect, notamment en ce qui a trait à l'entretien³⁹, et les archives nous ont laissé de nombreuses traces de ces mauvaises relations entre seigneurs et censitaires à propos des moulins. Si l'on compare le cas du Séminaire à celui des Couillard, nous pourrions interpréter la bienveillance par le respect de cette obligation seigneuriale. Toutefois, nous allons voir que ce n'était pas toujours le cas. Qui plus est, il est important de mentionner que « les devoirs que l'on attribue au seigneur sont directement associés à la rentabilité de la seigneurie⁴⁰ » ce qui, à terme, n'est pas un investissement sans retombées économiques. De fait, les seigneurs ont le monopole sur les moulins, ce qui signifie que personne ne peut construire une installation similaire n'y en retirer les profits sans convenir une entente avec les seigneurs du Séminaire. Ils bénéficient également du droit de mouture, qui assure le prélèvement par le meunier d'un minot de farine sur quatorze⁴¹. Il semblerait, dans ce cas, que les privilèges surpassent la bienveillance.

Quant à la construction de « la plupart des premières Églises », nous pouvons expliquer l'investissement de l'institution, entre autres, par la continuité de leur mission religieuse. Étant une institution ecclésiastique, il va de soi que les seigneurs du Séminaire désirent offrir un lieu de culte aux habitants de leurs seigneuries. Dans les premiers moments où l'idée de coloniser la vallée laurentienne germait en France, les sociétaires avaient pour objectif de promouvoir, d'une part, la colonisation, mais également d'assurer l'établissement de communautés religieuses en accaparant certains des fiefs les plus vastes et les mieux situés⁴². Ainsi, dans le cas du Séminaire, les prêtres sont dotés d'une double mission : colonisatrice et religieuse. C'est également dans cette même optique que l'institution investit temps et argent dans l'éducation ainsi que les écoles qui sont, au final, administrées par des membres du clergé. En s'engageant activement dans ces trois sphères, les prêtres du Séminaire, étant à la fois seigneurs de la seigneurie, prêtres dans les églises et enseignants dans les écoles, disposent d'une double autorité dans la région : seigneuriale et morale. De plus, en exerçant

37. Baillargeon, *Le Séminaire de Québec sous l'épiscopat de Mgr de Laval*, p. 203.

38. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p.78.

39. Thomas Wien, « Les conflits sociaux dans une seigneurie canadienne au XVIII^e siècle : Les moulins des couillards », dans Gérard Bouchard et Joseph, dir., *Famille, économie et société rurale en contexte d'urbanisation (17^e-20^e siècle)*, Montréal et Paris, Presses de l'Université de Montréal et Éditions de l'ÉHESS, 1990, p. 225-236.

40. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 76.

41. *Ibid.*, p. 86.

42. Marc Vallières et al, *Histoire du Québec et de sa région : tome 1. Des origines à 1791*, Québec, presses de l'université Laval, 2008, p. 548.

une forme de paternalisme, cela nous indique que le Séminaire est « sensible à l'opinion publique et qu'il prend soin de ne pas se l'aliéner⁴³ ».

L'application d'une forme de bienveillance ou d'investissement?

L'analyse des capacités financières du Séminaire par Fernand Ouellet a permis de comprendre que l'institution était amplement en mesure de redistribuer. Les intentions ont également été nuancées et elles le seront davantage dans la suite des choses. Notre point de mire sera de confronter les interprétations paternalistes et altruistes de Noël Baillargeon aux études « marxistes-wébérienne », plus sévères envers le régime seigneurial, afin de nuancer, de part et d'autre, les rapports présents entre les seigneurs du Séminaire et les habitants de ses seigneuries. Plus haut, la première mention d'investissement concernait les moulins, érigés aux frais des seigneurs, dans les premiers soubresauts de la colonisation. Nous avons mis de l'avant l'idée selon laquelle le Séminaire a rapidement construit les premiers moulins puisqu'il devait et désirait respecter les exigences seigneuriales qu'il avait envers ses censitaires ce qui, de toute évidence, cadre parfaitement avec l'idée de la bienveillance mise de l'avant par Baillargeon dans ces études. Toutefois, il est nécessaire de nuancer, notamment en ce qui concerne les moulins banaux. Prenons le cas de l'Île-Jésus, seigneurie possédée par le Séminaire de Québec, dans laquelle Sylvie Dépatie révèle un cas de négligence du Séminaire envers ses obligations banales. À l'Île-Jésus en 1749, le seul moulin en fonction dans le fief est situé à l'extrémité sud-est de l'île. Pour les habitants établis à l'ouest de la seigneurie, cet emplacement engendre plusieurs problèmes, notamment quant aux déplacements ce qui, à terme, complique grandement le processus de production alimentaire. Les conditions faisaient en sorte que les résidents de l'ouest devaient parcourir jusqu'à quatre à cinq lieues avant d'avoir accès au moulin⁴⁴. Ces censitaires devront attendre jusqu'en 1772, soit 23 ans plus tard, avant que le Séminaire ne construise un moulin à proximité de leurs résidences⁴⁵. Bien entendu, cette situation a occasionné du mécontentement envers les seigneurs par les censitaires victimes de cet éloignement. Dans ce cas-ci, le Séminaire a fait preuve d'une lenteur pour régler la situation et cela a causé de nombreux torts aux familles qui résidaient à l'ouest de l'île. D'ailleurs, plusieurs de celles-ci désiraient quitter leurs terres pour Terrebonne, la seigneurie voisine⁴⁶. Cet exemple nous permet de relativiser la bienveillance du Séminaire envers ces censitaires. Certes, cette situation ne concerne pas les habitants de la seigneurie de Beaupré, mais il s'agit toutefois d'un fief sous possession du Séminaire, qui administrait ses seigneuries de façon similaire.

43. Dépatie, « La seigneurie de l'Île-Jésus au XVIII^e siècle », p. 79.

44. *Ibid.*, p. 44.

45. *Ibid.*

46. *Ibid.*

Dans le même ordre d'idées, l'historien Mario Lalancette, dont les études portent sur l'Île-aux-Coudres, territoire pouvant être considéré comme le prolongement de la seigneurie de Beaupré⁴⁷, offre un autre cas de négligence concernant les devoirs banaux des seigneurs ecclésiastiques. L'historien nous démontre qu'à l'Île-aux-Coudres à la fin du XVIII^e siècle, la construction d'un moulin se fait attendre. Les premières concessions officielles de terres datent de 1728 et dans l'aveu et dénombrement produit une décennie plus tard, il n'y a aucune mention qui atteste de la présence d'un moulin dans la seigneurie⁴⁸. La construction d'un moulin pour ces insulaires n'était pas la priorité du Séminaire. D'ailleurs, ils auront dû attendre jusqu'en 1754, soit vingt-six années après le début de la colonisation, avant qu'un moulin ne soit mis à la disposition des habitants de la seigneurie. C'est d'ailleurs ces mêmes habitants qui ont dû faire une requête aux seigneurs en 1752 afin qu'ils remédient à la situation. Le Séminaire de Québec accepte la demande et les prêtres « se disent prêts à s'engager envers le Sieur Pierre Bazin, fermier de la seigneurie et chargé de pouvoir du Séminaire, pour rendre, là où il plaira au seigneur, toute la pierre, la chaux et le bois nécessaires à la construction d'un moulin à vent⁴⁹ ». En échange, les seigneurs doivent fournir une main-d'œuvre qualifiée pour effectuer la construction. Au final, l'institution ne débourse que 1 300 livres françaises pour l'ensemble du processus, « ce qui est peu pour un moulin à vent en pierre⁵⁰ », et bénéficie des droits de banalités de ce moulin sur la pointe de l'Islet. Ce cas témoigne de la présence d'une certaine négligence de l'institution, en ce qui a trait à ses devoirs banaux, envers les habitants. Ces exemples concernent deux cas précis qui ne représentent pas une vision globale de l'administration que faisait le Séminaire envers ces fiefs. L'idée n'est pas de prendre ces situations et de les généraliser puisque, nous le savons bien, les bonnes relations ne laissent aucune trace dans les archives alors que les mauvaises, comme dans ces cas, ressortent plus fréquemment du passé. Toutefois, il faut être au fait que la situation n'était pas toujours aussi « idéalisée » que peuvent laisser croire les études de l'historien et prêtre du Séminaire.

Maintenant, prenons un autre exemple tiré directement des études de Noël Baillargeon. À de nombreuses reprises dans ses écrits, l'historien défend sa vision de la bienveillance de l'institution envers ces censitaires. Dans ce cas-ci, il met de l'avant l'idée selon laquelle « le Séminaire s'est montré patient envers ses locataires et leur a souvent fait grâce des arrérages dans les années de mauvaises récoltes. Il a surtout laissé à chacun le temps de prendre le dessus⁵¹ ». Que nous révèle cet extrait ? Tout d'abord, que le choix des mots, tels que « patient », « faire grâce » et « le temps de prendre le dessus » n'est pas laissé au hasard. L'intention de Noël Baillargeon est de renforcer l'idée selon laquelle le Séminaire agissait de bonne foi et dans l'intérêt des habitants de ses seigneuries. Sans toutefois infirmer ce qu'il défend, il est nécessaire de nuancer ses affirmations. La patience était en effet un qualificatif qui représentait les seigneurs du Séminaire, de nombreux exemples en témoignent, mais

47. Lalancette, « La seigneurie de l'Île-aux-Coudres au XVIII^e siècle », p. 115.

48. *Ibid.*, p. 120.

49. *Ibid.*

50. *Ibid.*

51. Noël Baillargeon, *Le Séminaire de Québec de 1800 à 1850*, Québec, presses de l'université Laval, 1994, p. 125.

ce n'était pas une patience « gratuite ». Ces derniers espéraient recevoir quelque chose en retour. Prenons le cas du censitaire Jean Thibodeau de la Marsolet qui, suite à la mise en disposition de 4 bœufs de travail et 8 vaches par le Séminaire, se doit de livrer dans les greniers de la Petite ferme, à Beupré en 1798, la moitié de sa récolte de blé et autres grains, 10 livres de beurre ainsi que la moitié de ces veaux⁵². Dans ce cas-ci, il est vrai d'affirmer que le Séminaire a offert des ressources de travail pour ce censitaire et donc, une opportunité bienveillante qui l'a aidé à remonter la pente, mais l'institution exige de nombreuses choses en retour et cela représente une énorme partie du capital de cet habitant. Ne s'agirait-il pas davantage d'une forme de prêt ou d'investissement par le Séminaire, considérant les sommes exigées en retour, que de bienveillance?

Le développement économique : d'autres acteurs ?

Dans ses études, Noël Baillargeon présente de nombreux cas, surtout sous forme de permissions, dans lesquelles le Séminaire a contribué au développement économique de la région. Par exemple, le cas du procureur Félix Gatien qui, le 20 novembre 1809, confia au meunier du moulin de l'Entrée, Ambroise Pilote, le soin d'accorder des permissions aux habitants désireux de faire du goudron en échange d'une rente d'un baril de goudron sur dix⁵³. La permission accordée par le procureur du Séminaire de fabriquer du sucre d'érable sur les terres de la Baie-Saint-Paul contre un prélèvement, par le préposé à la surveillance du domaine, de 5 livres de sucre sur cent⁵⁴. Ou encore l'ouverture du chemin à Baie-Saint-Paul, engendré par les seigneurs du Séminaire, qui coïncida avec un vaste mouvement d'expansion territoriale que rendait impérieux l'accroissement continu de la population. Baillargeon affirme que « les seigneurs de Beupré, par souci d'équité envers leurs censitaires présents aussi bien que futurs », ont offert des droits de souffrances ainsi que des concessions de terres par milliers⁵⁵. Dans ce cas-ci, il faut être au fait que sans concessions, le Séminaire ne récolte aucun profit.

Sylvie Depatie relève un cas intéressant, survenu à l'Île-Jésus, qui permet de reconsidérer notre interprétation concernant l'impact du Séminaire dans le développement économique de ces fiefs. Au début du XIXe siècle, les seigneurs passent un contrat avec un dénommé Louis Beaulieu pour la construction d'un moulin à Gros-Sault : « Beaulieu s'engage à construire un moulin à ses frais et à pourvoir à toutes les réparations pendant la durée de son bail⁵⁶ ». En retour, les prêtres lui permettent d'utiliser le bois du domaine et réduisent son paiement de grains de moitié pour deux décennies. Il était convenu que les revenus du moulin, soit le paiement du quatorzième minot, soient récoltés par le Séminaire et au final, le moulin redevient possession du Séminaire à la fin du bail. « Dans ce cas, le revenu du Séminaire

52. *Ibid.*, p. 124.

53. *Ibid.*, p. 133.

54. *Ibid.*, p.134.

55. *Ibid.*, p. 148.

56. Depatie, « La seigneurie de l'Île-Jésus au XVIII^e siècle », p. 45.

n'est pas le résultat d'un investissement, il n'est que le fruit d'un privilège⁵⁷ ». Cet exemple témoigne que, dans certaines situations, le Séminaire prenait des décisions qui l'avantageaient considérablement et que l'institution récoltait des revenus en dépit d'avoir effectué un investissement quelconque. Au final dans ce cas précis, le Séminaire se voit propriétaire d'un moulin construit aux frais d'un autre acteur. Qui plus est, l'historienne Louise Dechêne démontre, dans ses études sur Montréal, que le développement économique aux XVII^e et XVIII^e siècles n'était pas uniquement dû aux interventions des seigneurs. Dans *Habitants et marchands*, elle démontre que les marchands ont largement contribué au développement économique dans la vallée laurentienne. Dans des rapports fréquents avec la clientèle paysanne qui, parmi les acheteurs, constitue la catégorie la plus nombreuse, les marchands sont venus à s'installer graduellement dans les campagnes ce qui, à terme, a contribué au développement économique des régions rurales.

En somme, ce qu'il faut retenir sur la « bienveillance » du Séminaire pendant la période seigneuriale s'explique en fonction de différents aspects. D'une part, les capacités financières de l'institution étaient largement suffisantes pour investir dans la région et faire preuve de bienveillance envers ses censitaires. D'autre part, il est impératif de nuancer cette idée. Certes, plusieurs exemples témoignent qu'il y aurait eu, en effet, une certaine bienveillance de l'institution envers les habitants de ces seigneuries. L'institution offrait des ressources, souvent financières et agricoles, et pouvait faire preuve de patience envers ceux qui en avaient besoin. Toutefois, il ne faut pas idéaliser la situation puisque, comme nous l'avons constaté, plusieurs cas de mécontentements et de négligences ont été découverts dans les archives. De plus, quant à la part du Séminaire dans le développement économique de la région, il faut être au fait que d'autres acteurs ont participé à ce processus tels que les marchands, mais également des particuliers.

L'abolition pour les seigneurs du Séminaire

Le 18 décembre 1854, la loi mettant un terme au régime seigneurial, connue sous le nom d'*Acte pour l'abolition des droits et devoirs féodaux dans le Bas-Canada*, est adoptée. À ce moment, le Séminaire de Québec disposait toujours d'une partie de l'héritage foncier, soit Beupré et l'Île-Jésus, acquis par M^{gr} François de Laval à la fin du XVII^e siècle. Relativement à la seigneurie de Beupré, le fief totalisait 9 698 habitants, ce qui représente 1 289 familles, au moment de l'abolition⁵⁸. Au sein de cette localité, cela représentait l'effectif le plus élevé depuis l'avènement du régime seigneurial. Il va de soi que ce grand nombre de censitaires sous l'autorité du Séminaire de Québec générait par l'entremise, en autres, du paiement des cens et rentes, d'imposants revenus pour l'institution. De telle sorte qu'en considérant cet aspect, l'abolition peut être perçue comme une perte de leurs arrérages et donc, d'une impressionnante source de revenus. Toutefois, il faut être au fait que la loi de 1854 prévoit deux possibilités pour les censitaires qui, d'une manière ou d'une autre, ne désavantagent pas

57. *Ibid.*

58. Baillargeon, *Le séminaire de 1800 à 1850*, p. 147.

les seigneurs du Séminaire. La première option des censitaires est de payer « une somme forfaitaire désignée comme le « capital » de la rente, équivalent à environ dix-sept années de rentes annuelles⁵⁹ », alors que la deuxième est de « continuer à verser annuellement une rente qu'on appelle désormais « rente constituée » qui est du même montant que la rente préexistante⁶⁰ ». Ainsi, il en résulte que, malgré l'abolition juridique du régime seigneurial, ces revenus de cens et rentes que récoltait le Séminaire depuis son acquisition du fief de Beupré ne sont pas abolis. Par conséquent, les seigneurs ne perdent pas cette importante source de revenus. D'ailleurs, les rentes constituées seront payées jusqu'en 1940, soit près d'un siècle après l'abolition. Le *Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales* établit, dans son rapport sur la seigneurie de Beupré effectué le 24 juin 1859 par le commissaire Siméon Lelievre, la valeur des cens et rentes au capital de 31 752.22\$⁶¹. À cet égard, l'abolition de 1854 ne représente qu'un moindre mal pour les seigneurs du Séminaire. Il n'y a pas de rupture drastique quant aux récoltes de revenus entre seigneurs et censitaires. L'abolition sera progressive. Qui plus est, le rapport indique « qu'il n'apparaît aucune charge quelconque⁶² », ce qui signifie que la seigneurie n'est pas hypothéquée.

Aussi, et c'est dans le cas de la seigneurie de Beupré l'aspect le plus significatif de l'abolition, une clause de la loi de 1854 réserve aux seigneurs « la pleine possession des terres domaniales et de tous les espaces non concédés⁶³ ». Pour les seigneurs du Séminaire, cela représente un imposant lot de terre. De fait, du régime français à l'abolition, la colonisation dans la région de la Côte-de-Beupré s'est notamment limitée sur la rive nord du fleuve Saint-Laurent, au sud de la seigneurie. Au moment de l'abolition du régime seigneurial, et encore de nos jours, les terres non concédées dans la partie nord de la seigneurie de Beupré, principalement composées de bois debout, « allant d'une forêt mixte à tendance résineuse à une forêt de feuillus⁶⁴ », et de montagnes, s'élevaient à une superficie de 1 600 km² formant « une bande parallèle au fleuve, de plus ou moins 95 km de longueur par 20 km de largeur, partant à l'ouest de Stoneham et Ste-Brigitte-de-Laval jusqu'à la rivière du Gouffre à Saint-Urbain à l'est⁶⁵ ». Dans ce cas-ci, nous pouvons indubitablement soutenir l'idée d'un moindre mal pour les seigneurs du Séminaire de Québec qui tombe pleinement propriétaire de ces vastes terres. Des terres sur lesquelles, précisons-le, ils n'avaient pas la pleine souveraineté, au sens libéral du terme, avant l'abolition. À cet égard, « il s'agit d'un changement nettement avantageux puisqu'auparavant, ils [les seigneurs] n'étaient pas autorisés à vendre des terres non concédées, ce qu'ils pourront faire dorénavant sans obstacles⁶⁶ ». La seigneurie de Beupré,

59. Benoît Grenier (avec la collaboration de Michel Morissette), « Les persistances de la propriété seigneuriale au Québec ou les conséquences d'une abolition partielle et progressive (1854-1940) », *Histoire & Sociétés rurales*, vol. 40 (2^e trimestre 2013), p. 69.

60. *Ibid.*

61. BANQ-Québec, E39, S100, SS1, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, seigneurie de Beupré.

62. *Ibid.*

63. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 40.

64. *Ibid.*

65. Séminaire de Québec, « Historique », en ligne : <http://www.seigneuriedebeupre.ca/>, consulté le 28 mars 2018.

66. Grenier, « Le patrimoine seigneurial du Séminaire de Québec », p. 25.

Post-abolition : Rupture ou continuité?

L'abolition progressive de 1854 à 1940

Par l'Acte pour l'abolition des droits et devoirs féodaux dans le Bas-Canada, adopté en 1854, le système seigneurial est, juridiquement, aboli. Pourtant, les décennies qui suivent l'abolition témoignent d'une tout autre réalité : le système n'est pas révoqué drastiquement, mais graduellement tel que vu en introduction de cet ouvrage. Ainsi, 1854 ne représente pas une rupture irrévocable dans l'histoire du régime seigneurial. Des parcelles de ce régime au Québec ont persisté activement pendant quatre-vingt-six ans pour ensuite laisser des traces archivistiques, immobilières et mémorielles.

Au cours de cette lente abolition, le Séminaire de Québec devait continuer à administrer des revenus de nature seigneuriale : les rentes constituées. C'est ainsi que, de l'abolition de 1854 à 1940, les contacts et échanges entre les seigneurs et les censitaires de la seigneurie de Beauré subsistent. Le lien n'est pas brisé et les relations persistent en vertu même de la loi. Dans un contexte « post-abolition », les membres qui gèrent l'administration du Séminaire ont-ils continué, sous cette même manifestation de bienveillance et de bonne foi, d'agir de la même manière que pendant le régime seigneurial envers les habitants de la Côte-de-Beauré ? Pour répondre à ce questionnement, il nous faut tout d'abord analyser les indemnités indiquées au rapport du *Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales* sur Beauré. Le cadastre abrégé de la seigneurie de Beauré, classé sous le numéro six et effectué le 24 juin 1859 par le commissaire Siméon Lelievre, établit la valeur des cens et rentes, qui représentent le montant estimé des compensations que doivent recevoir les seigneurs du Séminaire, au capital de 31 752.22 \$⁶⁹. Quant à la réclamation devant laquelle le syndicat se retrouve au moment du rachat des rentes en 1940, elle s'élève à 21 334.96\$. Considérant le fait que la moyenne allouée aux seigneurs ecclésiastiques est de 24 382,64 \$⁷⁰, nous pouvons situer Beauré dans les tendances de l'époque. Cependant, la moyenne générale, tous seigneurs confondus, était d'environ 6 500 \$ ce qui nous indique que Beauré faisait partie des seigneuries générant les plus imposants revenus de la vallée laurentienne. En analysant ces deux montants respectifs, soit le capital calculé et le montant de la réclamation, nous constatons que plus des deux tiers des anciens censitaires n'avaient pas racheté leurs rentes dans ces quatre-vingt-six années suivant l'abolition. Il semblerait toutefois que ce ne soit pas la totalité de ces deux tiers restants qui payait assidûment ces rentes constituées. Benoît Grenier souligne que « le Séminaire de Québec, [...], semble faire preuve d'une bien plus grande souplesse [en parlant des rentes constituées]⁷¹ » pendant cette période « post-abolitionniste » que pendant tout le régime seigneurial. Ses recherches démontrent que « dans plusieurs paroisses qui composent la vaste seigneurie de Beauré, nombre de censitaires ont cessé de verser des rentes au séminaire depuis la fin du XIX^e siècle sans pour autant avoir

69. BAnQ-Québec, E39, S100, SS1, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, seigneurie de Beauré.

70. Grenier, « L'Église et la propriété seigneuriale au Québec. », p. 35.

71. *Ibid.* p. 37.

«racheté» celles-ci⁷² ». En regardant cette situation, nous pourrions extrapoler en mettant de l'avant l'idée d'une continuité de cette « bienveillance » que nous avons largement abordée. Toutefois, il s'avère que les raisons de cette souplesse nous sont inconnues. Nous aurions matière à pousser la réflexion sur cette question afin de tenter de comprendre si cette souplesse était davantage intentionnelle et bienveillante ou si la négligence, et peut-être même l'indifférence, étaient des facteurs plausibles à une époque où les revenus tirés de l'exploitation forestière devenaient plus imposants que les résidus des rentes seigneuriales à collecter annuellement.

La mémoire du Séminaire

Bien souvent, les démarches de recherches historiennes s'articulent autour d'archives manuscrites : « les plans d'arpenteur, les livres de comptes, les correspondances diverses, les greffes de notaires et les archives judiciaires mettent en scène une mémoire de l'écrit⁷³ ». Dans le cas du passé seigneurial au Québec, Benoît Grenier est parvenu à recueillir une autre forme de source dans son étude sur les persistances et la mémoire du régime seigneurial au Québec : l'oralité. À partir d'un entretien qu'il a réalisé en février 2015 avec son équipe de recherche, nous allons analyser la mémoire qui subsiste, encore de nos jours, de la bienveillance du Séminaire envers la région de la Côte-de-Beaupré ainsi que l'impact que l'abolition a pu avoir dans la souvenance de l'institution et de ses membres. Donc, l'objectif est d'éclaircir la perception, orientée sur l'idée du bon vouloir « paternaliste » des Seigneurs du Séminaire de Québec, que les membres actuels du Séminaire, dans ce cas-ci le chanoine Jacques Roberge, éprouvent envers l'abolition du régime seigneurial. Nous voulons savoir si l'abolition est porteuse d'une rupture ou d'une continuité équivalente quant au bon vouloir du Séminaire envers son territoire de la côte de Beaupré?

D'abord, il faut être au fait que notre témoin, le chanoine Jacques Roberge, actuel superviseur général et ancien procureur du Séminaire de Québec, partage une relation de longue date avec l'institution. Âgé de 69 ans au moment de l'entretien, il est étroitement lié au Séminaire depuis 1958. C'est à l'âge de 12 ans qu'il a débuté ses études au petit séminaire. Puis en 1965, il poursuit son parcours au Grand Séminaire. Dans les années qui suivent, Jacques Roberge effectue une transition. Il quitte les bancs d'école pour se joindre à l'équipe administrative en acceptant le poste d'adjoint du directeur des études. De 1975 à nos jours, il occupera constamment des postes administratifs : directeur des services aux élèves, procureur et supérieur⁷⁴. Ainsi, nous pouvons affirmer qu'il représente un candidat fort intéressant pour les motifs de notre étude.

72. *Ibid.*

73. Jean-René Thuot, « L'imaginaire seigneurial : les points de convergence entre recherche fondamentale, initiatives touristiques et mémoires communautaires », dans Benoît Grenier et Michel Morissette, dir., *Nouveaux regards en histoire seigneuriale au Québec*, Québec, Septentrion, 2016, p. 365.

74. Entretien 2015-02 avec le chanoine Jacques Roberge, Séminaire de Québec, 19 février 2015.



Photo 26 – Le chanoine Jacques Roberge posant devant les éoliennes de la seigneurie de Beupré, septembre 2015

Lorsque nous analysons son entretien, nous constatons à plusieurs reprises que ses propos sont teintés de subjectivité. Si bien que nous saisissons rapidement que ce dernier partage cette même perception, défendue par Noël Baillargeon dans ses études, d'une bienveillance du Séminaire de Québec envers la population de la Côte-de-Beupré. Une des explications plausibles de cette situation pourrait trouver ces racines au cœur de la formation générale dispensée au Séminaire. L'histoire du Séminaire s'enseigne selon les tomes de l'historien. Forcément, cela contribue à la diffusion des idées de Baillargeon ce qui, à terme, pourrait engendrer l'appropriation de celles-ci par les prêtres de l'institution ayant suivi leur formation au Séminaire. Prenons quelques extraits de l'entretien qui attestent de cette association d'idées entre les membres du Séminaire, représentés ici par Jacques Roberge, et Noël Baillargeon. Tout d'abord, lorsque le chanoine parle des origines et donc, de François de Laval, l'emploi de termes élogieux, tels qu'« audacieux », « génie », « pasteur extraordinaire » et « créativité », se glisse dans ces propos. Il ne faut pas creuser bien loin pour déceler une affiliation d'idées entre ces dires et ceux de Baillargeon à l'égard de l'évêque. De fait, dans le premier tome sur l'histoire du Séminaire de l'historien, les louanges envers François de Laval sont parsemées de termes élogieux, quasi dithyrambiques, tels que « génie », « grand visionnaire » et « homme d'audace ». La ressemblance est frappante dans les deux discours. Qui plus est, lorsque le chanoine parle de la « seigneurie de Beupré » actuelle et qu'il fait mention des nombreux clubs de chasse et pêche, il affirme d'entrée de jeu que les membres de ces organisations sont très fières de l'endroit et qu'ils ressentent un sentiment d'appartenance envers Beupré⁷⁵. Plus loin dans l'entretien, il rajoute également qu'ils sont « fiers

⁷⁵. *Ibid.*

du petit domaine qui leur est confié en gestion et pour les fins de leurs loisirs », qu'il s'agit « d'un coin qu'ils aiment fréquenter » et que ces derniers ressentent un « sentiment d'appartenance à cause du travail qu'ils font sur le territoire⁷⁶ ». Jacques Roberge nous dit également que le Séminaire « leur donne un petit coup de main et un support techniques ». Il va de soi qu'en mettant de l'avant un sentiment de fierté, d'attachement et d'entraide, le chanoine sous-entend, indirectement, qu'il existe entre les usagers des clubs de chasses et pêches et le Séminaire de Québec un climat de bonnes relations et de satisfaction mutuelle. Encore une fois, l'idée de la bienveillance s'observe. Clairement, ces exemples tirés des propos du superviseur général actuel concordent parfaitement avec le constat que nous avons établi plus haut : le chanoine Jacques Roberge s'associe, sans nécessairement en faire mention, à la perception de la bienveillance du Séminaire de Québec envers ses censitaires.

Il est vrai que l'idée de la bienveillance se retrouve dans le discours du chanoine, mais qu'en est-il de celle concernant l'implication du Séminaire de Québec dans le développement de la région? Au cours de l'entretien, Jacques Roberge affirme que le Séminaire a joué un rôle clé dans « toute la région et toute la Côte-de-Beaupré parce que l'institution a été impliquée dans le développement économique et du territoire depuis Mgr de Laval⁷⁷ ». Il ajoute également que « les habitants qui connaissent leur histoire savent très bien que le Séminaire a joué un rôle très important dans le développement de ce territoire-là. Au conseil des maires, les gens en sont conscients⁷⁸ ». Décidément, ces deux extraits nous révèlent que la haute direction du Séminaire défend, encore aujourd'hui, la perception selon laquelle le Séminaire est un acteur de premier plan dans le développement économique de la région. De plus, en prenant la peine de préciser « les habitants qui connaissent leur histoire », il parle vraisemblablement de cette histoire écrite par l'historien du Séminaire. Ainsi, il y aurait une double affiliation présente entre les idées du chanoine et celle de Baillargeon. La première, évidemment, concerne la bienveillance et la deuxième l'apport positif du Séminaire du Québec dans le développement économique de la région de Beaupré.

En ce qui a trait à la mémoire attachée à l'abolition, elle semble plutôt absente chez le chanoine. Le lecteur sait déjà que Jacques Roberge a mentionné dans l'entretien que le Séminaire est « important pour toute la région et toute la Côte-de-Beaupré parce que l'institution a été très impliquée dans le développement économique et du territoire depuis Mgr de Laval ». Lorsque nous interprétons les propos tenus dans l'entretien, avec cet extrait précisément, nous en arrivons à la conclusion suivante : pour le chanoine, il y aurait une continuité de cette implication du Séminaire dans le développement économique de la région depuis l'acquisition du fief. Ce dernier affirme que, depuis Mgr de Laval jusqu'à nos jours, l'institution est influente. Il n'aborde pas l'abolition et ne semble pas croire, voire savoir, qu'elle a créé une « rupture ». La mémoire de Jacques Roberge témoigne d'une perception de continuité. De plus, lorsque Benoît Grenier lui demande de parler de l'abolition, il ne peut pas commenter puisqu'il n'aurait rien lu sur cette question. Cela est pour le moins révélateur

76. *Ibid.*

77. *Ibid.*

78. *Ibid.*

quant à l'importance accordée aux conséquences de cette abolition pour les seigneurs du Séminaire. En analysant au-delà de l'entretien, nous constatons que le procureur général partage également cette vision avec les membres du Séminaire. En effet, dans la section « historique » du site officiel de la seigneurie de Beupré⁷⁹, certains événements, tels que l'abolition de 1854, ne sont tout simplement pas mentionnés. De fait, l'accent est davantage mis sur les origines datant du XVII^e siècle ainsi que sur l'histoire plus récente qui inclut le XX^e et le XXI^e siècle. En comparaison, ces choix historiques s'harmonisent parfaitement avec la mémoire que Jacques Roberge partage dans son entretien. Il connaît très bien les origines, les « exploits » de Laval ainsi que l'histoire récente, mais très peu l'abolition du régime seigneurial. Tout comme l'institution qui omet d'indiquer sur son site les événements historiques, mis à part la possession de nombreuses fermes, survenues aux XVIII^e et XIX^e siècles. Pourtant, pour des gens qui « connaissent leur histoire », c'est laisser de côté une période cruciale quant au sort du régime seigneurial, vestige d'Ancien régime à l'origine même des propriétés à l'endroit desquelles ils ressentent une grande fierté actuellement.

Persistances : « La seigneurie de Beupré » de nos jours

De nos jours, « la seigneurie de Beupré », qui s'étend sur 1 600 km² de territoire forestier, est composée de « 160 000 hectares de forêt, composant le plus grand domaine forestier d'un seul tenant au Canada⁸⁰ » et regorge d'activités économiques. Au cœur de ce dynamisme économique se retrouve, encore aujourd'hui, une contribution du Séminaire de Québec. L'institution administre trois volets d'exploitations économiques. Le premier, qui correspond au domaine principal d'activité économique de l'établissement, concerne l'exploitation forestière⁸¹. La forêt privée du Séminaire, selon le dernier inventaire forestier, aurait une capacité de production de 12 millions de mètres cubes de bois⁸². Ce qui permet au Séminaire d'exploiter le territoire, dans une optique de développement durable il faut le préciser, et d'engager pendant la saison estivale, comme nous le précise J. Laliberté, régisseur des forêts pour le Séminaire, environ 374 employés dans ce secteur⁸³. Le deuxième volet de développement économique englobe tout ce qui concerne les clubs de chasse et pêche. Au total, le Séminaire est propriétaire de 201 organisations distinctes qui totalisent 1 350 membres⁸⁴. Ces abonnés bénéficient de « droits exclusifs de chasse et de pêche⁸⁵ » qu'ils peuvent pratiquer dans un territoire aux ressources abondantes. Les 325 lacs bondés de poissons ainsi que les territoires forestiers dans lesquels gibiers et originaux abondent attestent ce constat. Il s'agit ici d'une spécificité propre à la « seigneurie de Beupré », car les clubs privés, qui offrent *de facto* un accès privilégié aux ressources forestières, ont disparu sur les terres de la

79. Séminaire de Québec, « Seigneurie de Beupré : historique », 2018 [En ligne] : <http://www.seigneuriedebeupre.ca/>, consulté le 17 février 2018.

80. Grenier, « Le patrimoine seigneurial du Séminaire de Québec », p. 38.

81. Entretien 2015-02 avec le chanoine Jacques Roberge, Séminaire de Québec, 19 février 2015.

82. Grenier, « Le patrimoine seigneurial du Séminaire de Québec », p. 38.

83. *Ibid.*

84. Entretien 2015-02 avec le chanoine Jacques Roberge, Séminaire de Québec, 19 février 2015.

85. *Ibid.*

Couronne. Comme l'ont démontré Maude-Flamant Hubert et Nathalie Lewis, l'État s'est approprié la forêt économiquement, symboliquement et physiquement aux XIX^e et XX^e siècles. Cette appropriation, qui s'inscrit également dans une optique de sensibilisation, a eu pour conséquence de restreindre l'accès de la société québécoise à la forêt, « sous prétexte de la protéger des méfaits de l'homme, notamment par le feu⁸⁶ ». La privatisation des vastes terres de Beupré, qui est un résultat direct de l'abolition du régime seigneurial, a donc été bénéfique à ce niveau. Quant au troisième volet, il concerne l'exploitation de gisements éoliens. D'ailleurs, le parc éolien, totalisant 160 éoliennes se nomme « la seigneurie de Beupré⁸⁷ » ce qui offre à cette appellation seigneuriale une persistance séculaire. Il s'agit de trois volets majeurs et c'est sans compter les clubs de motoneiges, les sentiers de ski de fond et de marche qui attirent de nombreux visiteurs⁸⁸. L'implication du Séminaire de Québec dans la région n'est donc pas à négliger. En ce sens, il y aurait une continuité quant à l'apport de l'institution dans le développement économique de Beupré. De plus, plusieurs facteurs attestent d'une forme de bienveillance envers les habitants de la région : l'industrie forestière et les autres activités économiques créent 400 emplois au cours de la saison estivale, le développement forestier se fait dans une optique de développement durable, ils ont même été certifiés par le FSC (*Forest Stewardship Council*), et les habitants de la région et membres des clubs mentionnés ci-haut peuvent profiter de plusieurs manières de ce vaste territoire. Clairement, l'abolition du régime seigneurial n'a pas freiné l'implication et la bienveillance du Séminaire dans la région de Beupré. Reste à savoir si cela résulte davantage de l'autorité morale et religieuse que l'institution exerce depuis l'époque de la Nouvelle-France ou s'il s'agit d'une continuité de leur rôle « paternel » de seigneur.

86. Maude Flamand-Hubert et Nathalie Lewis, « Quand la connaissance détruit l'illusion : la réappropriation symbolique du territoire comme nouvelle forme de pouvoir, 1920-1930 », dans Harold Bérubé et Stéphane Savard, dir., *Pouvoir et territoire au Québec depuis 1850*, Québec, Septentrion, 2017, p. 244.

87. Grenier, « Le patrimoine seigneurial du Séminaire de Québec », p. 36.

88. *Ibid.*, p. 44.



Photo 27 – Coupe forestière sur la seigneurie de Beaupré

À la lumière de ce qui précède, nous pouvons faire ressortir quelques aspects qui attestent d'une persistance seigneuriale dans la région. Toutefois, ce sont des éléments qui impliquent davantage le Séminaire de Québec, comme ancien seigneur, que les habitants, qui seraient dans ce cas-ci les anciens censitaires. Les persistances s'observent d'une part avec l'héritage foncier de François de Laval qui, encore aujourd'hui, assure des revenus substantiels au Séminaire de Québec. Le chanoine précise, en parlant de la seigneurie de Beaupré, que « c'est une propriété très importante pour le Séminaire. C'est une des principales sources de revenus ⁸⁹ ». Ce patrimoine matériel devient donc porteur d'une persistance seigneuriale. En contrepartie, lorsque l'on creuse sur les persistances du régime seigneurial dans la société de la Côte-de-Beaupré, elles se font beaucoup moins évidentes, voire absentes. Sur le site de la MRC de la Côte-de-Beaupré, nous retrouvons quelques mentions concernant le régime seigneurial, mais ce qui saute aux yeux, c'est d'abord et avant tout l'héritage religieux que le Séminaire a laissé dans la région. D'ailleurs, les attrait touristiques n'incluent aucunement l'aspect seigneurial et ils ne mettent pas ce point de vue en avant-plan. Leur description, dans la section patrimoine, stipule que :

89. Entretien 2015-02 avec le chanoine Jacques Roberge, Séminaire de Québec, 19 février 2015.

La Côte-de-Beaupré est aujourd'hui un territoire d'une grande richesse culturelle qui mérite qu'on s'y attarde. Par ses nombreux rebondissements, l'histoire a enrichi ce littoral jalonné de trésors patrimoniaux. Des paysages champêtres époustouflants, de magnifiques demeures anciennes, de superbes églises et chapelles, de vieux caveaux à légumes, des routes pittoresques, des musées captivants...⁹⁰.

Dans cette énumération plutôt exhaustive du patrimoine présent dans la région, rien n'inclut le patrimoine seigneurial, ce qui en dit long sur la place qu'occupe la mémoire de ce régime dans la région. Décidément, le patrimoine religieux prédomine et donc, l'influence actuelle du Séminaire pourrait aller en ce sens. Le statut de « non résidant » des seigneurs, et donc l'absence de manoir pendant la période seigneuriale, ainsi que la privatisation des terres du Séminaire suite à l'abolition de 1854 doivent être pris en considération afin de comprendre ce phénomène. Le fait que ce domaine foncier ne soit pas accessible à la population de la Côte-de-Beaupré a eu pour effet, sur le long terme, de diluer des mémoires l'importance que le régime seigneurial a occupée dans cette région. Jacques Roberge nous dit, en parlant du territoire actuel du Séminaire qu'« il n'y a à peu près personne qui peut pénétrer la dessus sans qu'il nous le dise⁹¹ ».



Photo 28 – Barrière marquant la limite des terres du Séminaire

Enfin, les éléments principaux que nous devons retenir sont les suivants : certaines pratiques du régime seigneurial, telles que les rentes, n'ont pas cessé le 18 décembre 1854 avec

90. Informations disponibles sur le site internet de la MRC de la région de la Côte-de-Beaupré : http://www.cultureco-tedebeaupre.com/fr/02_patrimoine.html

91. Entretien 2015-02 avec le chanoine Jacques Roberge, Séminaire de Québec, 19 février 2015.

l'Acte pour l'abolition des droits et devoirs féodaux dans le Bas-Canada. Elles ont perduré jusqu'en 1940 et le Séminaire aurait fait preuve de « souplesse » à l'égard de ceux qui devaient toujours verser une somme le 11 novembre de chaque année. L'abolition a permis au Séminaire de devenir propriétaire, au sens libéral du terme, d'une vaste étendue de terre qui leur assure aujourd'hui d'imposants revenus. Dans la mémoire des membres du Séminaire, c'est davantage le résultat du « génie » de François de Laval qui prédomine que celui des paramètres libéraux de l'abolition. De plus, de l'époque de l'Évêque à nos jours, l'idée d'une bienveillance du Séminaire et d'une implication économique importante dans la région de Beauré imprègne la mémoire de l'institution et de ses membres.

Conclusion

Dans la vallée du Saint-Laurent pendant la période seigneuriale, les communautés ecclésiastiques se sont démarquées du lot de seigneurs par leurs vastes possessions foncières. Caractérisées par leur administration rigoureuse, ces communautés sont très peu fréquemment aliénées par la vente et elles ne sont que rarement soumises aux tribulations qui affectent les patrimoines laïques tels que le morcellement à la mort du père ou la liquidation en cas d'endettement⁹². Dans le cas de Beauré, le fief est resté intact depuis son acquisition complète, par M^{gr} François Montmorency de Laval, en 1668. À partir de 1685, l'influence du Séminaire de Québec s'est progressivement enracinée dans la région. Ces entrées d'argent, qui sont considérables, lui ont permis de travailler sur deux missions conjointes, colonisatrice et religieuse, ce qui a permis à l'institution et à ses prêtres de mettre en place une double autorité sur ces censitaires : seigneuriale et morale. Dans l'historiographie, certains historiens, tels que Noël Baillargeon, parlent d'une bienveillance du Séminaire envers ses censitaires, alors que d'autres, tels que Sylvie Depatie et Mario Lancelette, offrent une interprétation plus sévère. Au moyen terme de ces deux visions ressort une perception plus nuancée : pendant la période seigneuriale, le Séminaire de Québec a fait preuve de patience, de générosité financière et matérielle, mais l'institution administrait rigoureusement et désirait recevoir, comme pour un prêt ou un investissement, quelque chose en retour de ses actions. Les quelques cas de mécontentements des censitaires envers leurs seigneurs nous rappellent que nous ne devons pas idéaliser la situation. De même que pour les contributions de l'institution dans le développement économique de la région où d'autres acteurs se sont vus jouer un rôle important pendant la période seigneuriale. Puis, suite à *l'Acte pour l'abolition des droits et devoirs féodaux dans le Bas-Canada* du 18 décembre 1854, le Séminaire de Québec se retrouve dans une situation confortable financièrement : il a reçu de nombreuses compensations financières, les « rentes constituées » continuent de leur assurer des revenus annuels, une vasque partie de leur domaine est dorénavant privée ce qui signifie qu'ils ont la pleine souveraineté et ils possèdent toujours des fermes domaniales qui leur assurent revenus et nourritures. Encore de nos jours, d'importantes traces de cette abolition, dont l'actuelle « seigneurie de Beauré », perdurent et l'implication économique du Séminaire dans la région est flagrante. D'ailleurs, dans la mémoire du chanoine Jacques Roberge, la bienveillance et l'implication actuelle du Séminaire ne sont qu'une continuité

92. Ouellet, « Propriété seigneuriale et groupe sociaux... », p. 195.

de ce qui s'est exécuté depuis l'acquisition du fief par l'institution au XVII^e siècle.

À la lumière de ce que nous avons analysé, nous pouvons manifestement confirmer qu'il semblerait n'y avoir aucune rupture déterminante en ce qui concerne l'apport du Séminaire de Québec dans le développement social et économique de la région de la Côte-de-Beaupré suite à l'abolition du régime seigneurial en 1854 ce qui témoigne d'une persistance des pratiques de « bienveillance », que nous avons nuancées, présentes depuis l'acquisition du fief de Beaupré par l'institution jusqu'à nos jours. Actuellement, le Séminaire de Québec met à la disposition des habitants de la région plusieurs options intéressantes, pouvant être considéré comme épicuriennes, telles que les clubs de chasse et pêche, les clubs de motoneiges ainsi que les sentiers de marches et de ski de fond. Qui plus est, l'institution contribue grandement au développement économique de la région en investissant dans trois volets économiques, soit dans l'industrie forestière, les loisirs et le développement éolien, ainsi qu'en créant des centaines d'emplois au cours de la saison estivale. Clairement, cette situation est possible en raison des paramètres de la loi d'abolition de 1854 et donc, il s'agit d'un héritage clair du régime seigneurial. Dans les mentalités collectives régionales, voire dans celles des membres du Séminaire, il semble toutefois que cet héritage soit davantage religieux, en passant notamment par François de Laval, que seigneurial. Ne serait-ce pas le résultat du temps, qui affecte la mémoire, de la privatisation du domaine foncier que l'on appelle « la seigneurie de Beaupré » ou bien celui de l'omniprésence de la religion dans la société de la vallée laurentienne ?